Louviers, le 22 octobre 2024

**N/RÉF :** RJ : TILLY ENTREPRISE SERVICE – 13364

C « Exploitation»

SC « Article L.622-13 »

**Affaire suivie par :** Benjamin BIZOT, benjamin.bizot@fhbx.eu

CD/BBI/OP

**TILLY ENTREPRISE SERVICE**

Castel des Bruyères

27510 TILLY

A l’attention de Monsieur Guy LEMONNIER

**Par courriel :**

Monsieur,

Je vous prie de bien vouloir trouver, ci-après, double de la lettre du 15 octobre 2024 reçues en mon Etude le 21 octobre 2024 de la société **COFICA BAIL** qui m’interroge en application des dispositions de l’article L.622-13 du code de commerce pour connaître mes intentions quant à la poursuite ou non du contrat n°98074842857451.

Je vous remercie de m’indiquer expressément si ce contrat est nécessaire à la poursuite de l’activité ou s’il convient de le résilier.

Je vous remercie également de bien vouloir m’indiquer si vous acquiescez à la revendication du véhicule objet dudit contrat par la société COFICA BAIL au moyen du coupon-réponse joint.

Dans l’hypothèse d’une poursuite du contrat, je vous remercie de m’adresser les prévisions de trésorerie justifiant les capacités de la société à honorer les prochaines échéances dudit contrat.

Dans l’hypothèse d’une résiliation du contrat, vous voudrez bien vous mettre en rapport avec le cocontractant pour restituer le cas échéant le véhicule objet du contrat tout en tenant informé le commissaire de justice.

Votre réponse devra me parvenir **au plus tard le 8 novembre 2024** afin de me permettre de répondre au cocontractant dans les délais légaux.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, mes salutations distinguées.

Cécile DÜR

 

**RJ : TILLY ENTREPRISE SERVICE**

**Article L.622-13 du code de commerce**

**Réf : COFICA BAIL**

**COUPON REPONSE**

**CONTRAT N° 980 748 428 574 51 - DEMANDE DE POURSUITE OU NON :**

[ ]  Contrat à poursuivre  [ ]  Contrat à résilier

[ ]  Demande délai complémentaire pour prendre position [ ]  1 mois

 [ ]  2 mois

**ACQUIESCEMENT OU NON A LA DEMANDE DE REVENDICATION :**

[ ]  Je reconnais que la société COFICA BAIL est propriétaire du véhicule et acquiesce à la revendication du véhicule

[ ]  Je n’acquiesce pas à la revendication du véhicule pour la raison suivante :

**Précisions sur l’échéance en cas de poursuite :**

**Montant de l’échéance : …………………………………… €**

**[ ]  payable mensuellement [ ]  payable trimestriellement**

**Durée du contrat :**

**Début : ……………………………………………… Fin : …………………………….**

Date Signature et cachet de l’entreprise